

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 26 avril 2024

Zoom sur : Les services du FMI et l'Équateur ont conclu un accord portant sur un programme EFF de 4 Md USD.

Les autorités équatoriennes et les services du FMI ont conclu un accord sur un programme de politiques économiques et de réformes structurelles dans le cadre de l'*Extended Fund Facility* (EFF). L'EFF est un dispositif du FMI qui permet d'accorder un soutien financier aux pays bénéficiaires sur une longue période, afin qu'ils puissent ajuster leurs politiques économiques à long terme. En outre, dans le cadre de cet arrangement, l'Équateur obtiendrait un prêt de 4 Md USD sur 4 ans. Cette somme représente 430 % de la part de capital de l'Équateur dans le FMI.

Cet accord participerait à soulager l'Équateur dans le service de sa dette externe. Le gouvernement équatorien s'est dit satisfait de l'accord car il lui fournira un accès à des fonds supplémentaires pour soutenir son économie. En effet, le gouvernement avait demandé l'ouverture de négociations avec le FMI, notamment dans le cadre d'une guerre contre les bandes criminelles liées au trafic de drogue qui s'avère couteuse pour les finances publiques. Cet accord entre l'Équateur et les services du FMI (*Staff-Level Agreement*) devra encore faire l'objet d'un accord du conseil d'administration du FMI.

Le FMI souligne que cet accord pourrait fournir un soutien aux politiques économiques du pays durant les quatre prochaines années. Parmi les mesures prises, Le FMI informe que le pays pourrait augmenter sa TVA ainsi que réduire ses subventions aux combustibles dans le but de faire face au déficit budgétaire qui s'élevait à 4 % du PIB en février 2024 et aux faibles projections de la croissance économiques qui s'élevait à 0,8 % pour l'année 2024.

Pour mémoire, la crise budgétaire de l'Équateur s'était exacerbée en 2020, et les progrès liés au rééchelonnement et au programme FMI avaient permis d'arranger temporairement la situation budgétaire. Le rééchelonnement réussi de la dette souveraine et l'arrivée à son terme fin 2022 du programme FMI pour 6,5 Md USD avaient permis la baisse du ratio de dette publique à moins de 60 % du PIB, un équilibre budgétaire en 2022 et le renforcement de la dollarisation, qui était fortement affaiblie.

Bolivie

Accord conclu pour une hausse de 5,85 % du salaire minimum.

Le gouvernement bolivien a décidé d'augmenter les salaires malgré les réserves exprimées par certains secteurs économiques. Cette augmentation s'élève à 5,85 % pour le salaire minimum national (SMN) et à 3 % pour le salaire de base. Les négociations entre le gouvernement et la *Central Obrera Boliviana* (COB) ont abouti à cet accord, bien que la demande initiale de la COB pour des augmentations plus importantes n'ait pas été complètement satisfaite. Les micro-entrepreneurs, ainsi que certaines petites et moyennes entreprises, ont exprimé leur mécontentement face à cette décision, affirmant que cela pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'économie nationale, notamment en termes de création d'emplois et de stabilité des entreprises. Certains acteurs économiques estiment que cette augmentation des salaires ne tient pas compte des réalités économiques du pays, notamment la crise de change et la pénurie de dollars. Les experts ont également exprimé leurs préoccupations quant aux répercussions potentielles de cette augmentation sur l'inflation et la productivité.

Arrestations et accusations sur l'échec de l'industrie du lithium.

L'arrestation de Luis Alberto Echazú, ancien ministre des Mines et ex-directeur de *Yacimientos del Lithium Boliviano* (YLB), soulève des controverses en Bolivie. Accusé de dommages économiques liés à des irrégularités dans des projets d'industrialisation du lithium, cette situation met en lumière les tensions politiques et les accusations mutuelles de responsabilité pour les échecs dans ce secteur entre les gouvernements successifs. Echazú, ainsi que 10 autres anciens fonctionnaires, sont sous enquête pour un investissement infructueux de 1 Md USD. Des critiques (notamment de Teresa Morales, ex-ministre) s'élèvent, voyant dans ces arrestations une tentative du gouvernement actuel de masquer ses propres échecs dans le développement de l'industrie du lithium. Le ministre des hydrocarbures souligne la nécessité de clarifier les raisons de

cet échec d'investissement, tandis que des défauts techniques majeurs ont été découverts dans l'usine de carbonate de lithium, limitant sa production.

Colombie

Le ministère des transports prépare une subvention au carburant dédiée aux transports en communs et aux transporteurs de biens alimentaires.

Le montant de l'aide accordée se situerait entre 100 USD et 125 USD et concernerait 45 000 conducteurs. Le premier paiement est attendu pour mai 2024. En outre, le débat public sur les subventions au carburant a été ranimé par cette mesure qui vise à soutenir les transports en communs et les transports de denrées alimentaires. Cette mesure vise indirectement à limiter l'impact de la hausse du prix des carburants prévue après la réduction des subventions, sur l'inflation.

La Colombie serait menacée par un phénomène de « spirale de surendettement ».

Corficolombia a actualisé ses projections de croissance économique pour le pays et a alerté le gouvernement sur sa gestion de la dette publique. Malgré des projections de croissance positives, qui s'établissent à 1,3 % pour l'année 2024, Corficolombia met en lumière dans son rapport le risque de surendettement auquel fait face le pays. Si le rythme de croissance des taux d'intérêts de la dette est supérieur à la croissance de l'économie, le gouvernement pourrait avoir du mal à rembourser les intérêts de la dette et pourrait se voir forcé d'emprunter afin de rembourser. Une telle situation entraînerait, par effet boule de neige, une augmentation de la dette pour rembourser les emprunts et alourdirait ainsi le fardeau de la dette pour la Colombie. Cette situation d'incertitude des finances publiques serait un frein à l'investissement. Dans son rapport, Corficolombia mentionne ses projections en matière de coût de la vie et prévoit que l'IPC terminera 2024 à 5,5 %. L'entité souligne également la prudence de la Banque centrale, prévoyant – dans le cadre de la prochaine réunion de politique monétaire – une

réduction possible du taux d'intérêt directeur de 50 points de base, mais n'excluent pas, dans l'éventualité de conditions économiques et d'inflation stable, une baisse de 75 points de base du taux directeur, le ramenant ainsi à 8 %.

En février 2024, la production de pétrole a baissé de 1,7 % par rapport au mois de janvier.

Selon le rapport de Campetrol, la production moyenne de pétrole s'élevait à 764 200 bpj en février 2024. La production a également baissé de 2,9 % par rapport à décembre 2023. Cette réduction de la production pourrait être causée par une baisse de l'activité du secteur dans le département du Meta. En mars 2024, dans cette région, le nombre d'appareils de forage s'élevait à 108, soit 20,6 % de moins qu'en mars 2023 (-28 appareils). D'un autre côté, les importations de gaz naturel ont fortement augmenté, de 61,7 % par rapport à janvier 2024, atteignant 375 M MCFD. Cette augmentation des importations est essentielle pour garantir un approvisionnement en énergie stable.

Le FMI a indiqué que la Colombie s'est engagée à poursuivre son plan de paiement auprès du FMI.

En 2020, pour faire face à la pandémie, la Colombie a tiré 3,75 Md USD de la ligne flexible de crédit (LFC, lui permettant un accès jusqu'à 10,8 Md USD). Le Président Petro avait récemment émis sa volonté d'échanger avec le FMI pour étendre le délai de remboursement de cette dette, tout en demandant un renouvellement de la LFC. Via un autre canal, le gouvernement a toutefois transmis au FMI son engagement quant au respect des obligations de paiement établies au moment de l'utilisation de la LFC en 2020. En décembre 2023, le solde de la dette externe du secteur public s'élevait à un 1/3 du PIB, soit 112 Md USD selon la Banque centrale.

+3,2 pt% de l'indice de confiance commerciale en un mois en mars.

L'indice de confiance commerciale mesure le niveau de confiance des entreprises dans l'économie. Il est calculé à partir d'enquêtes auprès d'entreprises, qui donnent leur opinion

sur l'état actuel et futur de l'économie, ainsi que sur leurs perspectives commerciales. **Cette hausse pourrait s'expliquer par une baisse de 8,6 pt% dans le niveau des stocks des entreprises et une augmentation de 2 pt% dans la perception de leur situation économique actuelle.** En effet, la baisse des stocks des entreprises indique que celles-ci ont connus une meilleure activité commerciale en mars 2024. Cependant, les niveaux de confiance sont encore inférieurs à ceux de l'année précédente (-3,1 pt% g.a.).

Les prix de l'énergie en bourse ont triplé depuis le début de l'année atteignant 0,25 USD par GW/h.

Cette hausse s'explique par la diminution de l'offre d'énergie. En effet, le niveau des réservoirs hydrauliques au 24 avril s'élevait à 30 %. Parallèlement, la demande en énergie a augmenté de 8 % en avril selon la Commission de Régulation de l'Énergie et du Gaz (CREG). La CREG est chargée de réguler les services publics liés à l'énergie électrique et au gaz en Colombie. Selon elle, Cette situation pourrait entraîner une augmentation des tarifs d'électricité d'entre 7 % et 10 % pour les usagers. Depuis trois ans, les prix de l'énergie sont en hausse de plus de 14 %. En mars 2024, ils augmentaient de 19 %. De plus, du fait de la faiblesse en eau des réservoirs impactant la production d'énergie des centrales hydroélectriques, la consommation de gaz naturel nécessaire à la production d'énergie dans les centrales thermiques a augmenté de 188 % entre avril 2023 et avril 2024.

Equateur

Succès relatif de l'exécutif au référendum.

Le référendum convoqué par Daniel Noboa s'est soldé par un succès relatif du Président. Selon les résultats pas encore définitifs, 9 questions sur 11 remportent une réponse positive confortable (entre 65 et 70 % environ) mais les deux questions à caractère économique, portant sur la flexibilisation du marché du travail et le recours à l'arbitrage international extrarégional en cas de différend avec l'Etat, sont rejetées par plus de 65 % des électeurs. Suite au référendum et à l'annonce

du ministère des finances d'un possible accord avec le FMI, l'indice de risque pays équatorien s'est établi à 1138 points de base, soit le niveau le plus faible depuis juin 2022.

Les chiffres de l'emploi sont stables en glissement annuel.

Les chiffres de l'emploi correspondant à mars 2024 présentés par le gouvernement restent stables en glissement annuel. Le taux d'activité s'établit à 34,4 % de la population active, en baisse de 0,2 pt% en glissement annuel. Néanmoins, le taux de chômage s'est établi à 3,8 % de la population active, en augmentation de 0,2 pt% en glissement annuel (3,6 % en mars 2023). En revanche, le taux de sous-emploi reste élevé (avoisinant les 60 % de la population active) et en très légère augmentation en glissement annuel (+0,1 pt%).

Guyana

Vallourec renforce sa position en tant que fournisseur stratégique pour ExxonMobil Guyana.

L'entreprise française a reçu une quatrième commande majeure dans le cadre d'un accord de long terme signé en 2021. Avant cela, Vallourec avait déjà réalisé des commandes de tubes de conduite pour les projets *Yellowtail*, *Gas to Energy* et *Uaru*. Cette fois-ci, le groupe fournira 180 km de tubes de conduite pour le projet *Whiptail* en eaux profondes dans le bassin de Stabroek. Cette commande consolide la relation entre les deux entreprises et porte à environ 700 km la quantité totale de tubes fournis par Vallourec pour les projets en mer au Guyana depuis décembre 2021. La livraison sera assurée par l'usine de Vallourec située à Jeceaba, au Brésil.

Pérou

Les ventes de voitures électriques ont augmenté de 50 % au premier trimestre.

Selon l'Association automobile péruvienne (AAP), au cours du premier trimestre, 1 433 unités ont été vendues, soit une augmentation de 50 % par rapport à la même période en 2023, établissant ainsi un nouveau record. En outre, pour le seul mois de mars, 477 voitures écologiques ont été vendues, ce qui a entraîné

un taux de croissance de 23 % en glissement annuel. Bien que ces chiffres soient jugés bons, l'AAP affirme qu'ils pourraient être bien meilleurs si les autorités décidaient de fournir les incitations dont un tel marché a besoin pour se développer. Dans la région, le marché Colombien a enregistré 9 297 unités vendues au cours du premier trimestre, avec un taux de pénétration de 23 %. Ce pourcentage atteint 10 % en Équateur, 8 % au Mexique et 3,3 % au Pérou, plaçant ce pays en queue de peloton.

Le Pérou manquera son objectif budgétaire pour la deuxième année consécutive.

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a prévu qu'il ne serait pas en mesure d'atteindre l'objectif budgétaire de 2 % pour 2024, ce qui signifierait qu'il ne respecterait pas, pour la deuxième année consécutive, ses objectifs en matière de déficit public. Le ministre comptait sur de nouvelles politiques d'austérité axées sur des économies dans l'administration de l'État pour atteindre un déficit ne dépassant pas 2 % du PIB, mais à ce stade il affirme que celui-ci sera légèrement supérieur. Pour sa part, l'Institut Péruvien d'Economie (IPE) avait anticipé en février que le Pérou manquerait son objectif budgétaire pour la deuxième année consécutive, avec, selon ses estimations, un déficit de 2,9 % du PIB en 2024.

La construction de l'aéroport de Chinchero à Cusco risque d'être interrompue en raison de différends contractuels.

La construction de l'aéroport international de Chinchero (AICC), sous la modalité d'un contrat de « gouvernement à gouvernement (G2G) » signé avec la Corée du Sud, est l'un des ouvrages emblématiques attendus par les habitants de Cusco. Le projet, qui a connu des controverses, pourrait connaître un nouvel arrêt en raison de divergences entre le ministère des transports et des communications (MTC) et le consortium « Natividad Chinchero », chargé de l'exécution du projet. Dans un récent communiqué, le MTC a annoncé la signature d'un avenant permettant une avance de 10,7 M USD au consortium. Ce montant permettra la réalisation des engagements pris avec les communautés, la construction de la clôture périmétrique de l'aéroport et la continuité de la construction du terminal passagers. Cependant, cet avenant est indépendant de la demande de *Natividad* d'actualiser les coûts à hauteur de 193 M USD,

demande précédemment rejetée par le *Dispute Adjudication Board* (DAB). Selon le MTC, environ 330 M USD ont déjà été dépensés pour le projet, soit plus de 44 % du montant total. Cependant, le terminal n'est achevé qu'à 12 % alors qu'il doit être livré en décembre 2025.

Venezuela

L'Etat vénézuélien ajoute Rothschild & Co. à son équipe de conseillers.

Analysé comme un nouvel effort du gouvernement de Nicolás Maduro pour rétablir les liens avec les marchés internationaux, les organisations multilatérales et les agences de notation, après une longue période d'isolement, **le gouvernement vénézuélien a embauché Rothschild pour réaliser un diagnostic détaillé des engagements financiers internationaux du Venezuela (créanciers et montants)**. Selon les calculs de l'économiste Francisco Rodriguez, professeur à l'université de Denver, **l'encours de la dette du Venezuela envers les créanciers internationaux s'élèverait à environ 154 Md USD**. Cette somme comprend les émissions obligataires globales du gouvernement et de PDVSA (en défaut depuis 2018). À cette dette s'ajoutent les intérêts courus et les pénalités liées aux litiges impayés en matière de crédit commercial.

La filiale vénézuélienne du groupe canadien LNG Energy Group conclut un accord avec PDVSA pour l'exploitation de cinq champs pétroliers au Venezuela.

Le contrat, signé le 17 avril, concerne les champs dans les Etats de Anzoátegui et de Monagas, qui produisent environ 3 000 bpd de pétrole léger et moyen. Selon les termes du contrat, *LNG Venezuela* fournira l'investissement nécessaire pour poursuivre le développement des champs et mener les opérations. *LNG Venezuela* aura un droit contractuel sur 50 % à 56 % de la production d'hydrocarbures. Ce contrat, signé dans le cadre de la LG44, devra être révisé pour s'adapter à la LG44a.

Suite à l'émission de la Licence Générale 44a par le Département du Trésor des EEUU, la Chine aura moins de concurrence pour obtenir du brut vénézuélien.

Selon Wang Zhuwei, *Asia Oil Analytics Manager* de *S&P Global Commodity Insights*, l'émission de la Licence 44a du Département du Trésor étatsunien rendrait très cauteux les raffineurs indiens pour acheter de brut vénézuélien. La Chine de son côté, qui importait le brut vénézuélien pendant la période des sanctions, avec des *discounts* allant jusqu'à 22 USD, pourrait être favorisée. Pour mémoire, la LG44 imposaient une concurrence accrue, imposant à la Chine d'abandonner le *discount* sur le brut vénézuélien.

Suite à l'émission de la LG44a, le polonais Orlen annule les contrats d'achat de brut vénézuélien.

Selon les déclarations d'un responsable de la société, le raffineur polonais Orlen (PKN.WA) a indiqué mardi 23 avril que, suite à l'émission de la License Générale 44a de la part du Département du Trésor Etatsunien, ils annulaient les contrats d'affrètement de pétrole et de produits raffinés vénézuéliens mis en place par l'unité suisse Orlen Trading Switzerland (OTS). Orlen avait investi plus de 400 M USD en paiements anticipés pour des livraisons à réaliser en décembre 2023 et janvier 2024 qu'il n'a jamais reçu, ayant des navires à l'ancre au large des ports vénézuéliens.

PDVSA Súper Octanos a expédié son premier chargement de MTBE (43000 barils).

Après 5 ans sans activités jusqu'en février dernier, **l'entreprise Super Octanos, filiale de PDVSA, a expédié 43000 barils de MTBE vers la raffinerie Cardon au Centre Raffineur de Paraguaná** afin que PDVSA produise de l'essence de haut indice d'octane suivant les normes environnementales.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; mario.demenech@dgtresor.gouv.fr